



L'AIDE, AU MÉPRIS DES BESOINS RÉELS DES PERSONNES AFFECTÉES

Un an après le tsunami, les faits ont montré que la plupart des victimes à Aceh et à Sumatra Nord sont les mêmes personnes qui subissaient jusque là les contrecoups de politiques de développement injustes. Ce sont essentiellement des paysans, dont les droits n'étaient pas protégés, privés de terres par les grandes entreprises nationales ou multinationales, et des pêcheurs qui, ayant perdu leurs droits à l'accès aux ressources côtières, étaient contraints de travailler pour d'autres employeurs. Forcés à abandonner leurs maisons, leurs terres et les zones littorales, les personnes déplacées se retrouvent aujourd'hui dans des baraquements ou des tentes, alors que le gouvernement semble planifier de chasser logements et activités traditionnelles de la côte, afin de donner priorité au tourisme et à l'agriculture industrielle. C'est donc tout le tissu social et économique côtier qui est mis en danger.

Face à cet enjeu, les différentes organisations et institutions travaillant dans les zones dévastées se concentrent avant tout sur la reconstruction physique d'Aceh, au mépris de ses dimensions sociale et économique. Le tsunami aurait dû représenter une occasion, pour le gouvernement et les associations humanitaires, de reconstruire en améliorant la vie des personnes affectées. Au contraire, on constate que leur situation empire, car les besoins des populations ne sont pas suffisamment pris en compte. Les équipes de FSPI ont constaté trois phénomènes sur le terrain :

- des conflits sur le foncier, entre les populations déplacées, les autorités et les grands investisseurs ;
- l'augmentation de la pauvreté, notamment dans les communautés de petits pêcheurs et paysans, ou parmi ceux vivant d'activités à domicile ;
- la faible implication des paysans et pêcheurs dans la prise de décision pour les programmes de reconstruction qui les concernent.

Pour répondre à ces enjeux, FSPI et ses partenaires locaux effectuent, en parallèle aux activités de reconstruction avec les communautés, un travail de documentation, d'information et de plaider sur les politiques de reconstruction mises en place par les autorités et les différentes organisations. Mais les organisations et institutions impliquées dans la reconstruction ne se sont pas saisies de ces enjeux, puisqu'elles se sont concentrées sur leurs propres programmes et agendas. En conséquence, elles n'ont pas réussi à répondre correctement aux besoins des populations bénéficiaires. Ces dernières ne se sont vues associées aux activités de reconstruction qu'en tant que main-d'œuvre d'exécution.

Henri Saragih

Président de FSPI (1)

(propos repris par Jean-Cyril Dagorn, Service Asie-Pacifique, CCFD).

(1) FSPI, partenaire du CCFD est une fédération nationale de mouvements paysans et pêcheurs indonésiens. FSPI s'est mobilisée dès après le tsunami aux côtés de Permata, organisation paysanne achaise membre de FSPI, et poursuit un travail de relance de la pêche et de l'agriculture dans plusieurs districts d'Aceh.

TSUNAMI ET EUROPE, FACTEURS DE PAIX ?

La province d'Aceh, au nord de Sumatra, connaît la guerre depuis 1977. Au moment de la catastrophe, les adversaires de la paix sont nombreux en Indonésie : armée (TNI) (1), rebelles du GAM (2), musulmans nationalistes, parlementaires... Quant à l'opinion indonésienne, elle est convaincue que « lâcher » Aceh, après Timor, ferait éclater le pays. En face, le Président Yudhoyono est déterminé à parvenir à la paix. Homme courageux, il est convaincu, dès avant son élection en septembre 2004, qu'il n'y a pas de solution militaire et il l'a redit au soir de son élection.

Les 170 000 morts et disparus du 26 décembre ont rendu impossible la poursuite des hostilités, mais ils n'ont pas fait disparaître les rancœurs de la population locale, ni les plaies de la guerre et de la loi martiale. Des affrontements, plus limités, se poursuivent entre troupes indonésiennes et rebelles du GAM, mais le processus de paix est enclenché.

Après cinq rencontres à Helsinki, les négociateurs du gouvernement indonésien et du GAM aboutissent à un « *Memorandum of understanding* » (MOU), qui est signé le 15 août 2005. Il prévoit la remise des armes et l'amnistie pour les combattants du GAM, la possibilité pour celui-ci de participer aux futures élections dans la Province, l'allègement du dispositif militaire et policier indonésien présent à Aceh, l'application d'une loi d'autonomie de la Province (3), une Mission de six mois d'une force d'observation et de garantie des engagements pris (AMM), constituée de 240 observateurs, de l'Union Européenne et de cinq pays de l'ASEAN (4).

Depuis plus de deux mois, GAM et gouvernement avaient sollicité l'intervention de l'UE ainsi que celle des cinq pays. Il était, en effet, impensable pour les parties en conflit de faire appel aux États-Unis (guerre en Irak), à l'Australie (rôle

dans l'indépendance de Timor), au Japon (souvenirs de l'occupation de 1941). Quant à l'ASEAN, elle est une association trop lâche pour s'engager en tant que telle. Le gouvernement, impressionné par l'ampleur de l'intervention de l'UE après le tsunami (5) a été sensible au rôle capital qu'elle a joué dans l'observation des élections d'avril, juillet et septembre 2004 et dans leur aboutissement heureux, nul ne contestant le résultat.

Le MOU s'applique de fait, avec certes des bavures marginales, mais la première étape se met en place de manière satisfaisante : remise par le GAM d'une partie de ses armes en échange d'un début de retrait des forces « non-organiques » de la police et de l'armée.

Installée à la hâte, l'AMM, dirigée par un Européen et un adjoint thaï, joue un rôle important dans la création d'un climat de détente entre TNI et GAM. Le résultat étonne, tant on craignait la mise en contact des adversaires. Le rôle d'intermédiaire et de « juge de paix » souhaité par les deux parties fonctionne. Le processus n'est pas à l'abri d'une bavure ou d'une provocation, mais la population d'Aceh, soulagée (6), applaudit. Alors que l'Europe doute d'elle-même (7), l'Union Européenne, on y croit... à Jakarta !

Marc Loriol

Correspondant particulier à Jakarta

(1) Elle règne en maître à Aceh et y trouve sa justification et des occasions de profit.

(2) Mouvement indépendantiste en lutte armée depuis 28 ans dans la Province.

(3) Avec attribution à la Province de 70 % des recettes pétrolières et gazières locales.

(4) Malaisie, Philippines, Thaïlande, Brunei et Singapour.

(5) Avec la présence des ONG, mais aussi de forces armées crédibles.

(6) Soulagement apparent dans les cérémonies de réconciliation qui marquent le retour des ex-combattants du GAM, revenus de la montagne ou sortis des prisons.

(7) Après les référendums des 29 (France) et 30 mai (Pays-Bas).